



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

## S O M M A I R E

<i>Afghanistan : qui sont les principaux dirigeants des talibans ?</i>	<i>Page 2</i>
<i>Former des troupes étrangères: une leçon à tirer du fiasco de l'Afghanistan?</i>	<i>Page 4</i>
<i>Afghanistan: déroute militaire ou succès stratégique ?</i>	<i>Page 6</i>
<i>Afghanistan : La victoire des talibans va-t-elle dans le sens intérêts de la Chine, de la Russie et de l'Iran?</i>	<i>Page 7</i>
<i>Afghanistan: pour les talibans, le principal casse-tête reste l'économie</i>	<i>Page 9</i>
<i>Afghanistan : Un mouvement de résistance aux talibans tente de s'organiser dans la vallée du Panchir</i>	<i>Page 11</i>
<i>Le combat incertain d'Ahmad Massoud</i>	<i>Page 12</i>
<i>L'Afghanistan dépendra de la bonne volonté du Pakistan, de l'Inde et de la Chine</i>	<i>Page 14</i>
<i>Luc de Barochez – L'échec afghan laisse l'Otan moribonde</i>	<i>Page 16</i>
<i>Sous les pieds des talibans, un potentiel eldorado minéral</i>	<i>Page 17</i>
<i>Le coût astronomique du matériel laissé en Afghanistan par l'armée américaine</i>	<i>Page 19</i>
<i>La France porte des coups sévères à l'Etat islamique au Sahel sans affaiblir l'organisation</i>	<i>Page 20</i>
<i>Peuls et groupes armés terroristes en Afrique de l'Ouest</i>	<i>Page 22</i>
<i>La Russie s'entraîne à fermer le Golfe de Finlande aux pays de l'OTAN</i>	<i>Page 27</i>
<i>Penser la stratégie : pour en finir avec les guerres « mineures »</i>	<i>Page 28</i>



## **Afghanistan : qui sont les principaux dirigeants des talibans ?**

**Les combattants islamistes sont entrés dans Kaboul dimanche et contrôlent désormais la majorité du pays. Franceinfo fait le point sur les principales figures à la tête du mouvement.**

Article rédigé par franceinfo avec AFP - France Télévisions

Publié le 16/08/2021 15:15 Mis à jour le 16/08/2021 15:27



**Le cofondateur du mouvement des talibans, Abdul Ghani Baradar (assis au centre, coiffé d'un turban noir), adresse dans une vidéo un message de félicitations à ses troupes entrées dans Kaboul, le 15 août 2021. (EYEPRESS NEWS / AFP)**

Vingt ans après le renversement de leur régime, les talibans ont reconquis la majeure partie de l'Afghanistan. Les combattants islamistes sont entrés dans Kaboul, dimanche 15 août, alors que le président Ashraf Ghani a fui le pays. "Les talibans ont gagné", a reconnu dimanche soir le chef de l'Etat afghan.

Les arcanes du mouvement taliban, à la tête du pays entre 1996 et 2001, restent entourées de mystère. Fondé en 1994, ce groupe islamiste fondamentaliste est désormais structuré autour de plusieurs leaders. Qui sont les principales figures de ce mouvement ? Franceinfo brosse le portrait des quatre principaux dirigeants.

## **Haibatullah Akhundzada, leader suprême des talibans**

Il est à la tête des talibans depuis mai 2016. Le mollah Haibatullah Akhundzada a succédé à Mansour, tué par une frappe de drone américain au Pakistan. Fils d'un théologien, Haibatullah Akhundzada est originaire de Kandahar, cœur du pays pachtoune, dans le sud de l'Afghanistan. Avant sa nomination, il était davantage porté sur les questions judiciaires et religieuses que sur le domaine militaire.



Haibatullah Akhundzada a obtenu une promesse de loyauté de la part d'Ayman Al-Zawahiri, le chef de l'organisation terroriste Al-Qaïda. Ce dernier l'a qualifié d'"émir des croyants", une appellation qui lui a permis d'asseoir sa crédibilité dans l'univers djihadiste.

**Une photographie non datée du chef des talibans, Haibatullah Akhundzada, publiée par le mouvement le 25 mai 2016. (STR / AFGHAN TALIBAN / AFP)**



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 3

Depuis qu'il a pris la tête du mouvement, il est resté plutôt discret, se limitant à diffuser de rares messages annuels lors des fêtes islamiques. Certains analystes estiment d'ailleurs que son rôle serait davantage symbolique qu'opérationnel. Il a toutefois réussi à maintenir la cohésion au sein des talibans, fracturés par une violente lutte pour le pouvoir après la mort de Mansour et la révélation qu'ils avaient caché pendant plusieurs années la mort en 2013 du cofondateur du mouvement, le mollah Omar.

## ***Abdul Ghani Baradar, cofondateur du mouvement***

Abdul Ghani Baradar est né en 1968 dans la province d'Oruzgan, dans le centre du pays, et a grandi à Kandahar, berceau du mouvement des talibans. C'est d'ailleurs lui qui a cofondé le mouvement aux côtés du mollah Omar. Il a fait partie de ceux qui ont combattu les Soviétiques en tant que moudjahidines [combattants pour le jihad] durant la guerre contre l'URSS, entre 1979 et 1989.

En 2010, alors qu'il est le chef militaire des talibans, il est arrêté à Karachi, au Pakistan. Il est finalement libéré en 2018, notamment sous la pression des Etats-Unis. Écouté et respecté des différentes factions talibanes, il est ensuite nommé chef de leur bureau politique, situé au Qatar. De là, il a conduit les négociations avec les Américains menant au retrait des forces étrangères d'Afghanistan, puis aux pourparlers avec le gouvernement afghan, qui s'étaient achevées en juillet sans avancées concrètes.



***Capture d'écran d'une vidéo où Abdul Ghani Baradar, cofondateur des talibans, salue la prise de Kaboul (Afghanistan) par le mouvement, le 15 août 2021.*** (EYEPRESS NEWS / AFP)

Après la prise de Kaboul par les talibans, dimanche, il est apparu dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux. "A présent, c'est le moment d'évaluer et de prouver, à présent nous devons montrer que nous pouvons servir notre nation et assurer la sécurité et le confort dans la vie", a-t-il déclaré.

## ***Sirajuddin Haqqani, chef du réseau Haqqani***

Sirajuddin Haqqani est le numéro 2 des talibans, derrière Haibatullah Akhundzada. Il est également le chef du puissant réseau portant son nom de famille. Le réseau Haqqani a été fondé par son père, Jalaluddin Haqqani, un commandant du jihad anti-soviétique, mort en 2018.

Le groupe est qualifié de terroriste par Washington, qui l'a toujours considéré comme l'une des plus dangereuses factions combattant les troupes des Etats-Unis et de l'Otan ces deux dernières décennies en Afghanistan. Le réseau, principalement actif dans les zones montagneuses de l'est afghan, est connu pour son recours à des kamikazes. Certaines des attaques les plus violentes perpétrées en Afghanistan ces dernières années lui ont été attribuées. En 2011, une décision du Conseil de l'Union européenne portant sur des sanctions à l'encontre de plusieurs groupes armés en Afghanistan qualifiait ce réseau de "groupe de militants affiliés aux talibans".

Le réseau a aussi été accusé d'avoir assassiné certains hauts responsables afghans et d'avoir retenu en otage des Occidentaux, avant de les libérer contre une rançon ou des prisonniers. En 2014, le soldat américain Bowe Bergdahl, capturé en 2009, avait ainsi été relâché en échange de cinq détenus afghans de la prison de Guantanamo.



## ***Le mollah Mohammad Yaqoub, à la tête de la commission militaire des talibans***

Fils aîné du mollah Omar, Mohammad Yaqoub est le chef de la puissante commission militaire des talibans, qui décide des orientations stratégiques dans la guerre contre le gouvernement afghan. Son ascendance et ses liens avec son père, qui faisait l'objet d'un véritable culte en tant que chef des talibans, en font une figure unificatrice au sein d'un mouvement large et divers. Les spéculations sur son rôle exact dans le mouvement sont toutefois persistantes. Certains analystes estiment que sa nomination à la tête de cette commission en 2020 n'était que purement symbolique.

## ***Former des troupes étrangères: une leçon à tirer du fiasco de l'Afghanistan?***

La débandade de l'armée et de la police afghanes (300 000 hommes sur le papier) ces dernières semaines n'est pas sans rappeler celle de l'armée irakienne, en 2014 (soit trois ans après le départ des troupes US. Voir mon post du 3 septembre 2011), devant l'avancée des militants du groupe Etat Islamique (toutes les photos DoD). En effet, il est difficile d'oublier que, malgré des milliards de dollars investis par le Pentagone dans l'équipement et la formation des soldats irakiens pendant une décennie, l'offensive d'un millier de djihadistes en pick-up a suffi pour faire fuir les unités de l'armée nationale qui ont abandonné leurs Humvee, leur MRAP et même leurs chars Abrams !

Si l'armée et la police irakiennes se sont volatilisées devant l'avance des islamistes alliés aux anciens baasistes, l'effondrement des forces de sécurité afghanes a été tout aussi spectaculaire et encore plus rapide. Cette débâcle a été abondamment commentée ces derniers jours, l'accent étant souvent mis sur le retrait final des Américains provoquant la cessation des opérations aériennes de soutien aux troupes gouvernementales et la fin de toute assistance logistique à des forces sous perfusion endémique depuis 20 ans.

Un tel retrait aurait précipité la déroute de l'ANA (armée) et de l'ANP (police), la reddition de nombreuses unités et la désertion pure et simple de milliers de soldats et policiers.

C'est oublier que le retrait en question ne date pas de ces derniers mois ni même du lancement des négociations entre Américains et Talibans qui ont conduit à l'accord de février 2020 (voir mon post du 21 février 2020). "It was years in the making" ("ça fait longtemps que ça a commencé") selon Bill Roggio, rédacteur en chef du Long War Journal. Les chiffres parlent d'eux mêmes. Côté forces US, les effectifs sont passés de 9700 hommes en décembre 2002, à 25000 en décembre 2007 puis 67000 en décembre 2009 avec un pic à 99800 à la mi-2011. Ces effectifs ont diminué ensuite: 46000 en décembre 2013, 16100 en décembre 2014, 8400 un an plus tard. Et 5200 en décembre 2017...

Côté contractors, la baisse a été identique, comme en témoignent les posts réguliers sur Lignes de défense consacrés aux effectifs des contractors. L'étude du CRS: "Department of Defense Contractor and Troop Levels in Afghanistan and Iraq: 2007-2020" détaille aussi cette baisse graduelle et déjà ancienne.

L'ultime retrait décidé par les administrations Trump et Biden ne constitue donc qu'une phase du processus de désengagement des troupes US (et otaniennes) dont la mission était double: un volet combat contre les talibans et l'EI en Afghanistan, un volet de formation des forces afghanes.

Cette dernière mission mérite, à mon sens, quelques commentaires. On a cité ces derniers jours la faramineuse enveloppe que Washington a consacrée à la mise sur pied de l'armée et de la police afghane : 83 milliards de dollars !



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 5

C'est le montant mis en avant par l'US Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction et que rappelle Tara Copp dans Defense One avant de s'interroger sur l'effondrement "si rapide" des forces afghanes: "Why did They Collapse so Quickly?".

Certes, pour lui répondre, il faut prendre en compte ce qui prévalait aussi en Irak en 2014 : la corruption, le népotisme, l'incompétence... TV5 Monde citait en décembre 2014 un habitant de Kirkouk, ancien de la Garde nationale irakienne: "Dans l'armée irakienne, en tant que soldat, tu n'as aucun droit. Ils ne payent pas les salaires. Côté logistique, c'est zéro. Côté équipements, tout est volé, tout le monde vole. Il n'y a aucune discipline et ils ne gèrent pas correctement les troupes, on te mute n'importe où, contre tes envies, loin de ta ville et de ta famille". Autant de travers qui, tant en Irak qu'en Afghanistan, ont exacerbé le manque de combattivité et le pauvre moral des soldats et qui, conjugués à un double déficit en leadership et en équipement, explique en partie l'effondrement des forces gouvernementales face à des adversaires asymétriques mais motivés.

## **Formation, l'échec**

A l'évidence, le gigantesque effort de formation entrepris par le Pentagone et le Département d'Etat dans les deux pays n'a pas payé et Tara Copp insiste bien sur ce paramètre majeur dans son article. Kori Schake, dans un autre texte publié lui aussi par Defense One, pose également la question: "Why the Afghan Army Folded America has historically struggled to train foreign militaries". Elle aussi s'interroge sur la réelle capacité de l'institution militaire US à former (et à faire former via des contractors comme DynCorp) les armées d'autres nations.

Aux questions des deux journalistes, les réponses ne manquent pas mais elles ne sont pas nouvelles. Ainsi Dan Grazier, un ancien Marines et chercheur associé au Project on Government Oversight (POGO où l'on peut lire un éclairant sujet sur le rôle du Pakistan dans la défaite US), a toujours critiqué le manque de vision du Pentagone qui a confié à de trop nombreux détachements tournants (US et otaniens) la tâche de former des forces sécurité afghane ou qui a externalisé à des ESSD cette mission de formation (photo ci-dessous avec un formateur de DynCorp). Le tout sans vision ou continuité, en calquant la constitution, l'entraînement, l'équipement et le fonctionnement de ces forces sur celles des unités occidentales.

Ce dernier argument est aussi celui de Bill Roggio, le rédacteur en chef du Long War Journal et membre de la Foundation for Defense of Democracies. Pour lui les Américains ont voulu former les Irakiens et les Afghans à leur image. Avec un commandement national centralisé, avec des modes opératoires occidentaux. "On a cru que des Humvees, des tanks, de l'artillerie et des hélicoptères suffiraient pour en faire des forces compétentes..." Erreur fatale! Echec total, selon Roggio.

A écouter : l'épisode 55 de la série "Afghanistan Falls" où Roggio dissèque la chute de Kaboul. Il rappelle tout ce qui a été écrit en 20 ans sur le site Long War Journal sur les errements politiques et militaires US en Afghanistan. Et il y revient sur l'échec de la formation des forces de sécurité afghanes.

On se souviendra de l'optimisme béat et de l'auto-satisfaction du général William Caldwell IV en juin 2011 quand il s'était vanté d'avoir transformé des bandes de va-nus-pieds afghans en des soldats professionnels capables d'écraser les talibans. Devant le Council on Foreign Relations, Caldwell avait déclaré : « Ils sont les mieux entraînés, les mieux équipés et les meilleurs de tous les soldats que nous avons formés. Et ils vont continuer à s'améliorer ». C'était sans compter sur les désertions, l'illettrisme, les vieilles rancunes tribales, la désillusion croissante des recrues, les inepties du commandement afghan et la politique du chiffre (tant du côté US que du côté afghan).



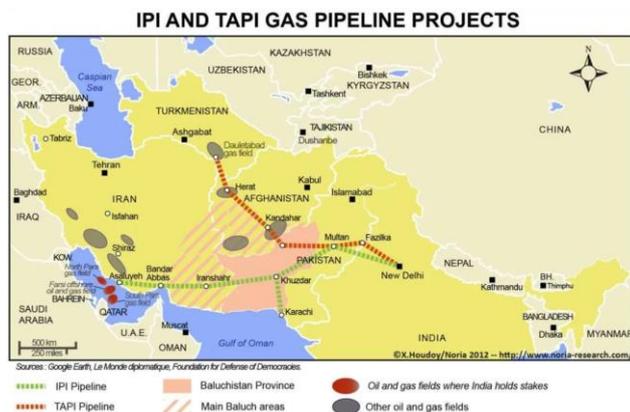
## Une leçon afghane?

"Retrait annoncé de la force française sur le sol malien: faut-il s'attendre au même scénario qu'à Kaboul", titrait mercredi 18 août le journal Le Soir de Bamako, après l'effondrement subit du régime afghan face aux insurgés talibans après le retrait militaire américain.

A cette question d'un confrère malien, je n'ai pas la réponse. Le retrait partiel des forces françaises a été décidé certes. Mais l'armée française ne quitte pas le Sahel. Par ailleurs, la MINUSMA et les formateurs de la mission EUTM Mali restent sur place et vont continuer leur mission. Il n'y a pas ni abandon ni renoncement. Toutefois je crois qu'il y a dans l'échec US à former des forces armées étrangères des motifs de réflexion et d'inquiétude... Français et Européens forment les forces sahéennes avec conviction. Tout comme, ils ont pris part à la formation des Irakiens et des Afghans. Mais le dévouement et le professionnalisme de bons formateurs militaires ne font pas tout. Et pas nécessairement de bons soldats étrangers. Mais ces derniers sont souvent d'abord victimes des errements de leur propre camp.

## Afghanistan: déroute militaire ou succès stratégique ?

Alors que la majeure partie des médias et des gouvernements occidentaux restent focalisés sur la situation des Afghans réfugiés dans l'aéroport de Kaboul, le pouvoir Taliban sécurise lui son ancrage diplomatique et économique au travers du projet de gazoduc co-financé par les Etats-Unis qui reliera les gisements turkmènes aux territoires pakistanais et indiens. Un projet qui permet de lever le voile sur l'un des enjeux méconnus du conflit afghan.



Le porte-parole des Talibans a déclaré hier, qu'après la réouverture des principales banques afghanes, l'objectif pour le nouveau gouvernement était d'achever la construction du gazoduc TAPI (Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan-India) qui doit répondre aux besoins énergétiques croissants des indiens en acheminant l'hydrocarbure depuis le champ gazier de Galkynysh. Un projet financé par la Banque Asiatique du Développement dont les deux principaux bailleurs de fonds sont les Etats-Unis et le Japon. Long de 1800 km, le « Gazoduc de la paix » a pour objectif à partir de 2023 d'acheminer au cours des 30 prochaines années plus de 33 milliards de m<sup>3</sup> de gaz, dont à terme celui extrait des champs afghans d'Herat et de

Kandahar. Si la construction du tronçon afghan est toujours en suspens, les Talibans n'ont cessé de garantir aux différents gouvernements impliqués dans le projet qu'ils en protégeraient l'intégrité. Une posture imposée par leur nouveau parrain, le Qatar, mais aussi par la nécessité de développer économiquement le pays, surtout s'ils éradiquent comme ils l'ont fait en 1999 la production d'opium. Ce projet permet de comprendre pourquoi l'Inde, mais aussi la Chine et la Russie se sont empressés de reconnaître diplomatiquement le nouveau pouvoir Taliban. Si Delhi cherche à sécuriser cette manne énergétique, Pékin et Moscou désirent eux contrecarrer la stratégie américaine. Bien que la rentabilité de ce projet soit devenue trop faible pour les groupes américains, en revanche Washington s'appuie depuis 2020 sur celui-ci non seulement pour stimuler la coopération trilatérale avec le Turkménistan et l'Afghanistan, mais surtout pour détourner Ashgabat de sa dépendance économique à l'égard de la Chine et de la Russie qui sont les principaux clients de ses exportations gazières, tout en fragilisant le projet iranien IPI. Cette triple offensive est devenue possible depuis que le gouvernement Turkmène a mis un terme à sa politique de neutralité en ouvrant un dialogue sur les questions de sécurité avec les Etats-Unis, l'Otan, et Israël ; mais aussi en se rapprochant de l'Azerbaïdjan, qui



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 7

déploie une politique diplomatique analogue, dans le but de desservir le marché européen depuis la Caspienne. Une dynamique qui va donc à l'encontre des intérêts stratégiques chinois, russes, et iraniens.

## **Géostratégie**

Le projet de gazoduc TAPI (Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan-India) est un véritable serpent de mer dont les fondements du consortium ont été mis en place par le groupe américain Unocal associé à Halliburton peu avant l'arrivée au pouvoir des Talibans en 1996. Le but consistait alors à répondre aux gigantesques besoins indiens tout en détournant le Turkménistan de ses clients historiques russes et chinois. L'ensemble des infrastructures traversant l'Asie Centrale devait être réalisé par le groupe Halliburton, dirigé alors par le futur vice-président de G.W. Bush, Dick Cheney. Si l'arrivée d'Al Quaida en Afghanistan a retardé sa concrétisation, ce projet de 10 milliards de dollars a toujours constitué un enjeu majeur pour les acteurs régionaux en raison des revenus colossaux qui en découleraient. D'ailleurs le 17 décembre 1997 le quotidien britannique The Telegraph révélait que le Pdg d'Unocal, Martin Miller, avait reçu dans sa propriété de Houston une délégation d'émissaires Talibans dans le but de conclure un contrat de concession d'un montant de 2 milliards de dollars pour permettre au gazoduc de traverser le territoire afghan. En 2004, le film de Michael Moore Fahrenheit 9/11 avait à son tour révélé que le président afghan, Hamid Karzai formé en Inde, avait été consultant du groupe Unocal. Si ces allégations ont par la suite été réfutées par Karzai, ce dernier avait toutefois été introduit au sein des cercles néo-conservateurs bien avant l'intervention américaine, par Zalmay Khalilzad. Issu comme lui de la confédération tribale des Durrani (dominante chez les Pashtounes, et concurrencée par celle des Ghilzai au sein de laquelle le mouvement Taliban s'est développé). Khalilzad bénéficiait de la citoyenneté américaine, et collaborait avec Unocal depuis de nombreuses années.

## **Khalilzad, le faiseur de roi**

En tant que conseiller politique, chercheur, intermédiaire ou diplomate, Khalilzad est depuis plus de 40 ans un acteur incontournable de la politique américaine au Moyen-Orient et en Afghanistan. Conseiller de Z. Brzezinski sous Carter comme du clan Bush sur les questions afghanes, il a facilité par ses contacts l'organisation de la résistance des moudjahidines aux soviétiques. Auteur d'une doctrine de « containment » de la puissance chinoise et du développement de la Rand au Moyen-Orient, il est devenu consultant d'Unocal et du groupe saoudien Delta Oil sur le projet TAPI, mais également vice-président du géant du conseil pétrolier CERA qui fusionnera en 2009 avec le groupe de presse Jane's. Neuf jours après l'arrivée au pouvoir de Karzaï à Kaboul, Khalilzad sera nommé envoyé spécial de la Maison Blanche sur place, avant de devenir ambassadeur des Etats-Unis en Afghanistan, en Irak, puis aux Nations-Unies. Insubmersible et multiscarte, Khalilzad après avoir passé 10 ans à la tête de sa propre société de conseil pour permettre aux groupes américains d'accéder aux marchés de reconstruction en Irak et en Afghanistan, reste un influenceur de premier plan au travers de ses liens avec plusieurs think-tanks dominants sur les questions de défense et de diplomatie comme la Rand, le CSIS, et l'Atlantic Council. Il revient sur le devant de la scène diplomatique en 2018 comme principal négociateur de Washington auprès des Talibans tant au profit de Trump que de Biden. C'est Khalilzad en personne qui signera avec l'ancien adjoint du Mollah Omar, Abdul Ghani Baradar, et au nom du département d'Etat l'accord de paix entre les Etats-Unis et les Talibans le 29 février 2020 à Doha.

*air-cosmos.com*

## ***Afghanistan : La victoire des talibans va-t-elle dans le sens des intérêts de la Chine, de la Russie et de l'Iran?***

Si les ambassades de nombreux pays occidentaux, notamment ceux appartenant à l'Otan, ont fermé leurs portes à Kaboul devant l'avancée des talibans, ce n'est pas le cas de celles de la Russie et de la Chine...



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 8

Et, visiblement, leur services continuent à fonctionner comme de rien n'était, ce 16 août. D'autant plus que Moscou et Pékin ont fait savoir qu'aucune évacuation n'était à l'ordre du jour. Certes, ces dernières semaines, la Russie a fait part de son intention de renforcer les capacités militaires du Tadjikistan, où elle dispose d'une importante base. En outre, ses forces armées ont récemment pris part à des manœuvres avec leurs homologues tadjikes et ouzbèkes, à deux pas de la frontière afghane, afin de dissuader d'éventuels groupes jihadistes de profiter de la situation en Afghanistan pour déstabiliser l'Asie centrale.

Une éventualité qui préoccupe évidemment les pays de la région, comme ils l'ont encore rappelé ce 16 août, via un communiqué publié par l'Organisation du Traité de sécurité collective [OTSC], une alliance militaire au sein de laquelle la Russie tient un rôle prépondérant.

Pour autant, il ne faudrait pas oublier que, alors que la branche afghano-pakistanaise de l'État islamique [EI-K] prenait son essor, l'envoyé du Kremlin pour l'Afghanistan, Zamir Kabulov, avait affirmé, en décembre 2015, que les intérêts de la Russie « coïncidaient objectivement » avec ceux du mouvement taleb afghan face à l'organisation jihadiste alors dirigée par Abou Bakr al-Baghdadi. Et d'affirmer que des « canaux de communication » avaient été établis avec les talibans pour « échanger des informations », malgré les liens de ces derniers avec al-Qaïda.

En 2016, le gouvernement afghan s'était même inquiété de ces relations entre Moscou et le mouvement taleb, évoquant une « nouvelle tendance dangereuse ». D'autant plus que la Russie était alors soupçonnée de livrer des armes aux insurgés. Une accusation qui sera portée à plusieurs reprises contre Moscou par le général américain John Nicholson, alors commandant de la mission de l'Otan « Resolute Support » ainsi que par James Mattis, l'ex-chef du Pentagone. Ce que les autorités russes ont toujours démenti...

Quoi qu'il en soit, dans un entretien donné à la chaîne de télévision Rossia 24, le 15 août, Zamir Kabulov a laissé entendre qu'il préférerait traiter avec les talibans plutôt qu'avec le désormais ex-gouvernement afghan, qu'il a qualifié de « fantoche ». Et de souligner que ceux-ci respectent, du moins pour le moment, les « accords relatifs à la sécurité de l'ambassade de Russie à Kaboul ». « Nous partons du principe que les accords doivent être respectés. Jusqu'à présent, en termes de sécurité de notre ambassade, ils le sont par les talibans », a dit M. Kabulov, pour qui c'est « un signal encourageant ». Quant à savoir si Moscou reconnaîtra le nouveau régime en place à Kaboul, il faudra attendre... Tout dépendra de ses futurs actes.

Quant à la Chine, alliée du Pakistan qui, lui-même, a hébergé et soutenu les responsables du mouvement taleb afghan, elle a anticipé la nouvelle donne à Kaboul. Fin juillet, une délégation de talibans, emmenée par le mollah Baradar, a ainsi été reçue à Tianjin [nord de la Chine], l'objectif étant de nouer des « relations de bon voisinage ».

Pour les autorités chinoises, il importe d'avoir un environnement régional stable pour que puisse se déployer le projet des nouvelles routes de la soie... et de sécuriser les intérêts miniers en Afghanistan tout en évitant toute déstabilisation de la province du Xinjiang, à majorité musulmane. Or, les talibans leur ont assuré que le territoire afghan « ne serait pas utilisé contre la sécurité de quelque pays que ce soit ». Un engagement qui vaut sans doute aussi pour la Russie.

Ce 16 août, une porte-parole de la diplomatie chinoise a rappelé que Pékin « respecte le droit du peuple afghan à décider de son propre destin et de son avenir » et que les « talibans ont indiqué à plusieurs reprises leur espoir de développer de bonnes relations avec la Chine ». Reste à voir ce qu'il en sera dans les semaines à venir...



Enfin, l'Iran a également salué les derniers événements survenus à Kaboul... Or, par le passé, ce pays a aussi été accusé de fournir une « assistance » aux talibans. Ce fut le cas en 2009, le général Stanley McChrystal, alors commandant des forces de l'Otan en Afghanistan, avait affirmé que l'unité al-Qods des Gardiens de la révolution fournissait un soutien militaire au mouvement taleb, l'objectif de Téhéran étant alors d'empêcher les forces américaines d'utiliser le territoire afghan comme base arrière contre son programme nucléaire.

« La défaite militaire et le départ des Etats-Unis d'Afghanistan doit se transformer en opportunité pour établir la sécurité et une paix durable dans ce pays », a ainsi commenté, via un communiqué, le nouveau président iranien, Ebrahim Raïssi, ajoutant que Téhéran « tenait aux relations de bon voisinage avec l'Afghanistan ».  
*opex360.com*

## ***Afghanistan: pour les talibans, le principal casse-tête reste l'économie***



Claude Leblanc - 18 août 2021 à 12h45

***S'ils ont réussi à prendre le pouvoir sans trop d'efforts, les nouveaux maîtres du pays vont devoir s'atteler à la gestion d'un pays fragile et très dépendant des aides étrangères***



L'action économique s'annonce plutôt compliquée pour les talibans (ici un quartier commerçant de Kaboul).  
© Sipa Press

Après plusieurs jours de fermeture, la plupart des commerces ont rouvert dans le pays. Compte tenu de la situation incertaine, les prix des denrées ont enregistré une augmentation de plus de 10 %. Cette inflation donne lieu à des plaintes de la population. Selon l'agence d'information afghane, Pajhwok Afghan News, les

habitants de plusieurs municipalités ont demandé aux talibans d'intervenir et de mettre en place un contrôle des prix sur les produits de base.

« L'économie afghane est marquée par sa fragilité et sa dépendance à l'égard de l'aide étrangère. Le secteur privé est extrêmement faible, l'emploi étant concentré dans l'agriculture à faible productivité (44 % de la main-d'œuvre totale travaille dans l'agriculture et 60 % des ménages tirent un certain revenu de l'agriculture). Le développement et la diversification du secteur privé sont entravés par l'insécurité, l'instabilité politique, la faiblesse des institutions, l'insuffisance des infrastructures, la corruption généralisée et un environnement commercial difficile. » Tel est le portrait économique de l'Afghanistan dressé, en mars, par la Banque mondiale. Pour les talibans qui sont parvenus à s'imposer facilement sur le plan militaire, le plus dur est donc à venir. La gestion du pays sera d'autant plus compliquée si la communauté internationale décide d'interrompre son soutien. Mardi, le ministre allemand de la Coopération économique et du Développement Gerd Müller a annoncé que Berlin suspendait d'ores et déjà ses aides, sachant qu'avec les 430 millions d'euros versés chaque année, l'Allemagne est l'un des principaux donateurs à l'Afghanistan. De son côté, Washington a décidé, dès la chute de Kaboul, de geler les réserves du gouvernement afghan détenues sur des comptes bancaires aux Etats-Unis, empêchant ainsi les talibans d'accéder à des milliards de dollars détenus dans des institutions américaines.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 10

Cette décision importante risque d'avoir de fortes répercussions si elle est maintenue par l'administration Biden. D'autant que l'accord de Doha conclu, le 29 février 2020, avec les talibans indique, dans le point 3 de la troisième partie, que « les Etats-Unis chercheront à établir une coopération économique pour la reconstruction avec le nouveau gouvernement islamique afghan » et qu'« ils n'interviendront pas dans ses affaires internes. »

***Washington a décidé, dès la chute de Kaboul, de geler les réserves du gouvernement afghan détenues sur des comptes bancaires aux Etats-Unis, empêchant ainsi les talibans d'accéder à des milliards de dollars détenus dans des institutions américaines.***

Pour l'Afghanistan, qui est déjà l'un des pays les plus pauvres du monde, la question de l'accès aux quelque 10 milliards de dollars d'actifs de la Banque centrale afghane est donc cruciale. Détenus pour l'essentiel en dehors des frontières du pays, ces avoirs expliquent en partie pourquoi les talibans manifestent, depuis leur arrivée aux affaires, leur volonté de respecter les droits humains mais aussi leur désir de ne pas entrer en conflit avec d'autres pays. Ils savent que leur avenir à la tête de l'Afghanistan est aussi conditionné à leur capacité à le gérer au niveau économique.

**Opium.** Même si des pays comme la Chine et la Russie se substituent en partie à l'aide occidentale, rien ne permet d'affirmer qu'elle sera suffisante et mise en œuvre dans un contexte où les Etats-Unis maintiendraient des sanctions vis-à-vis du régime taliban. L'influence américaine dans ce domaine est, on le sait, très forte et les moyens de les contourner, même s'ils existent, limitent toutefois l'ampleur des subsides. Plusieurs pays, comme la Corée du Nord ou l'Iran, en savent quelque chose.

Il existe toutefois un risque pour les Occidentaux s'ils choisissent de mettre sous pression économique le nouveau pouvoir afghan. Les talibans pourraient être tentés de faire du trafic d'opium l'un de leurs leviers de développement alors que les Américains ont dépensé plus de 8 milliards de dollars au cours des quinze dernières années pour limiter la culture du pavot.

L'Afghanistan demeure le plus grand producteur mondial d'opiacés illicites. Si la situation économique venait à se détériorer encore davantage, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime craint qu'« une production plus importante apporte des drogues avec un prix moins cher et plus attractif, et donc une plus grande accessibilité ».

Les talibans disposent d'une certaine expertise dans le domaine, l'argent de la drogue ayant financé en partie leur reconquête du pouvoir. En 2000, ils avaient interdit la culture du pavot dans le cadre de leur quête de légitimité internationale, mais étaient revenus en arrière devant la fronde des cultivateurs. La question est de nouveau sur la table et s'ils veulent à la fois satisfaire les producteurs et la communauté internationale, ils devront trouver les moyens d'apporter de nouveaux moyens de subsistance et consolider cette économie si fragile. Cela pourra passer par la participation du pays à différents projets comme le développement de la connectivité entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud dont il est un maillon essentiel. L'équation économique s'annonce plutôt compliquée pour les talibans et il est probable que les prochains rapports de la Banque mondiale continuent de pointer l'extrême « fragilité » de l'Afghanistan.



## **Afghanistan : Un mouvement de résistance aux talibans tente de s'organiser dans la vallée du Panjir**

par Laurent Lagneau · 19 août 2021



Pendant que, à Kaboul, les rotations d'avions de transport militaire se poursuivent pour évacuer les ressortissants étrangers ainsi que les civils afghans potentiellement menacés par les talibans, de nouveau maîtres du pays, un mouvement de résistance à ces derniers tente de s'organiser sous l'égide d'Amrullah Saleh, jusqu'alors vice-président de l'Afghanistan et ex-chef de la Direction nationale de la sécurité [service afghan de renseignement, ndlr].

Étant donné que le président Ashraf Ghani a quitté l'Afghanistan pour rejoindre les Émirats arabes unis [non sans avoir oublié d'emporter 169 millions de dollars, est-il avancé],

Amrullah Saleh considère qu'il est désormais le « président intérimaire » du pays.

« Selon la Constitution afghane, en cas de défection ou de décès du président, le vice-président devient président par intérim », a ainsi rappelé M. Saleh. « Je suis dans le pays et je suis légalement et légitimement président par intérim. Je consulte tous les dirigeants du pays pour renforcer cette position », a-t-il ajouté.

D'ailleurs, le 18 août, les États-Unis ont affirmé que le président Ghani ne pouvait plus « être une personne qui compte en Afghanistan », alors que celui-ci venait d'approuver une rencontre entre Hamid Karzaï, son prédécesseur, avec Anas Haqqani, l'un des négociateurs du mouvement taleb. Ce dernier a également pris contact avec Abdullah Abdullah, alors président du Haut conseil pour la réconciliation nationale avant la chute de Kaboul.

Cela étant, l'Afghanistan étant une mosaïque d'ethnies [pachtoune, tadjike, ouzbèke, hazara, etc], elles-mêmes subdivisées en tribus, les enjeux identitaires ont toujours été plus ou moins importants. C'est d'ailleurs ce qui explique en partie la guerre civile qui a ensanglanté le pays après le départ de l'Armée Rouge et la chute du régime taleb en 2001. Le même scénario va-t-il se reproduire ?

En tout cas, ancien proche du commandant Massoud [qui était tadjik], Amrullah Saleh a lancé un appel à la résistance aux talibans, le 17 août, via Twitter. Estimant qu'il était désormais « futile » de discuter avec le président américain, Joe Biden, il a affirmé que « contrairement aux États-Unis et à l'Otan, nous n'avons pas perdu l'esprit et nous voyons d'énormes opportunités à venir ». Et de conclure : « Joignez-vous à la résistance ».

Ce mouvement de résistance qui est en train de s'organiser peut s'appuyer déjà sur un territoire, à savoir la vallée du Panjir. Difficile d'accès, cette dernière, bastion du commandant Massoud [assassiné le 9 septembre 2001 par des membres d'al-Qaïda, ndlr], n'a jamais été dominée par les Soviétiques durant les années 1980, pas plus qu'elle ne l'a été pas les talibans, lors de décennie suivante. Et c'est encore le cas aujourd'hui.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 12

Aussi, M. Saleh y a rejoint Ahmad Massoud, le fils du commandant Massoud, lequel dirige le « Front pour la résistance ». Des soldats de l'armée nationale afghane [ANA] ayant refusé de se rendre aux talibans à l'issue des combats ayant eu lieu dans le nord de l'Afghanistan, auraient trouvé refuge dans la vallée du Panjshir.

Le 15 août, Ahmad Massoud a lancé un appel dans les colonnes du magazine « La règle du jeu », dirigé par le philosophe Bernard-Henri Lévy.

« J'ai reçu en héritage de mon père, le héros national et Commandant Massoud, son combat pour la liberté des Afghans. Ce combat est désormais le mien, sans retour. Mes compagnons d'armes et moi allons donner notre sang, avec tous les Afghans libres qui refusent la servitude et que j'appelle à me rejoindre dans notre bastion du Panjshir, qui est la dernière région libre de notre pays à l'agonie », a ainsi écrit le fils du « Lion du Panjshir ».

Et d'ajouter : « Nous sommes, Afghans, dans la situation de l'Europe en 1940. Sauf dans le Panjshir, la débâcle est totale et l'esprit de collaboration avec les Talibans commence à faire école chez les vaincus qui ont perdu cette guerre de leur faute. Nous restons seuls debout. Nous ne céderons jamais ».

Ce 19 août, Ahmad Massoud a récidivé, cette fois en s'adressant au Washington Post [ce qui devrait lui donner une audience plus importante...]. Assurant avoir été rejoint par des soldats de l'ANA « dégoûtés de la reddition de leurs commandants » ainsi que par d'anciens membres des forces spéciales afghanes, il a fait savoir que son mouvement a « besoins de plus d'armes, de plus de munitions et de plus d'équipements ».

Aussi, a estimé Ahmad Massoud, « l'Amérique peut encore être un grand arsenal pour la démocratie » en soutenant ses moujahidines « qui sont à nouveau prêts à affronter les talibans ». Faute de quoi, sus le contrôle de ces derniers, « l'Afghanistan deviendra sans nul doute une base du terrorisme radical islamiste; des complots contre les démocraties seront à nouveau ourdis ici ».

Sans soutien extérieur, la tâche de ce mouvement de résistance replié dans la vallée du Panjshir, enclavée, va être extrêmement difficile. Cela étant, il viendrait d'obtenir un premier succès en prenant le contrôle de la région de Charikar, qui, située dans la province de Parwan, est traversée par une route stratégiquement importante, qui relie Kaboul à Mazar-i-Sharif. Enfin, étant donné qu'ils risquent des représailles de la part des talibans, de nombreux anciens soldats et membres du NDS pourraient venir grossir les rangs de ce « Front pour la résistance ». À condition que la logistique suive.

*Illustration : Par TUBS CC BY-SA 3.0*

## **Le combat incertain d'Ahmad Massoud**

**Ahmad Massoud est l'un des derniers chefs afghans à résister aux talibans, depuis son fief de la province du Panjshir. Il est isolé sur la scène internationale**



**Ahmad Massoud en décembre 2020.**© EyePress News / EyePress via AFP

De notre correspondant en Asie du Sud, Emmanuel Derville – Publié le 26/08/21 à 14 h



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 13

C'est le dernier bastion antitalibans. S'il tombe, le pays passera sous la coupe des combattants islamistes pour de bon. C'est dire si l'enjeu autour de la vallée du Panjshir, au nord de Kaboul, est lourd pour l'avenir de l'Afghanistan et du monde. Et ça Hamid Saifi, officier de l'armée afghane, en est bien conscient. Il fait partie des militaires qui ont refusé de capituler et qui se sont repliés vers le Panjshir, le fief d'Ahmad Massoud, 32 ans, ennemi juré des talibans.

« Tout ce qui reste des forces de sécurité est ici, explique Hamid Saifi, originaire de la province de Kapisa, près de Kaboul. Je reste un officier de l'Armée nationale. Maintenant, avec mes compagnons d'armes, nous appartenons à la résistance. Nous venons de plusieurs provinces : Baghlan, Kapisa, Parwan... » affirme-t-il. Hamid Saifi voit le Panjshir comme une base à partir de laquelle la lutte contre le régime fondamentaliste pourra reprendre. « Nous attendons d'avoir les capacités nécessaires pour rentrer dans nos régions natales et les reprendre aux talibans. » Les islamistes ont diffusé, sur les réseaux sociaux, des vidéos montrant leurs combattants se positionner près du Panjshir. Ils n'ont pas reçu l'ordre d'attaquer et l'organisation du mollah Akhundzada veut d'abord négocier. Les pourparlers, commencés après la chute de Kaboul le 15 août, pataugent. Deux visions de la société s'opposent frontalement.

## ***S'ils refusent un consensus, nous opposerons une forte résistance.***

Ahmad Massoud a longtemps séjourné à Londres où il a étudié au King's College. Marqué par sa vie en Occident, il a posé, dans un communiqué le 22 août, les conditions d'un accord avec les talibans : « Décentralisation du pouvoir et des ressources, multiculturalisme, démocratie, islam modéré, égalité des droits, liberté pour tous. »

La Constitution des talibans, finalisée en 2005, instaure les bases d'une théocratie autoritaire et ce projet reste au cœur de leur agenda socio-politique. Une entente avec Massoud sera difficile à trouver. « Les talibans nous ont seulement offert l'amnistie et des postes ministériels sans préciser lesquels. Ils ne veulent pas partager le pouvoir », déplore Ali Maisam Nazari, le représentant de Massoud auprès de la communauté internationale. « S'ils refusent un consensus, nous opposerons une forte résistance. Les talibans sont plus faibles aujourd'hui que lorsqu'ils contrôlaient la majorité du pays entre 1996 et 2001. À l'époque, ils possédaient des chars, de l'artillerie, des blindés, et même des avions de combat avec lesquels ils avaient bombardé la vallée du Panjshir. Aujourd'hui, ils n'ont rien de tout ça. En outre, ils n'ont plus de chef aussi charismatique que l'ancien mollah Omar. Leur guide suprême, le mollah Akhundzada, ne s'est toujours pas montré. Et il y a de nombreuses factions rivales qui se disputent », martèle Ali Maisam Nazari.

## ***Génie tactique***

En réalité, les talibans ont mis la main sur un arsenal après la chute du régime d'Ashraf Ghani. Un rapport du renseignement américain, cité par l'agence Reuters, indique qu'ils possèdent plus de 2 000 véhicules blindés et des drones. Ils utilisent depuis longtemps des lunettes de vision nocturne et des canons D-30 russes. Leur armée de l'air reste embryonnaire. Les hélicoptères de transport Black Hawk et ceux d'attaque au sol, comme les MD-530, pris aux forces afghanes, seront impossibles à utiliser sans personnel formé ni pièces détachées. La revue *Jane's Defense* a aussi révélé que des pilotes avaient fui en Ouzbékistan à bord de leurs appareils mi-août. Une quarantaine d'aéronefs, dont vingt-six hélicoptères de transport et d'attaque, ainsi que dix avions d'attaque au sol A-29 ont quitté le pays, de même que des bombardiers légers C-208.

La résistance panjshirie galvanise ses troupes en invoquant les exploits de Massoud père, le commandant Ahmad Chah Massoud.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 14

Fort de son génie tactique, il repoussa toutes les offensives de l'Armée rouge contre sa région dans les années 1980, combattit les leaders de la résistance après le retrait des Russes en 1989, et remporta plusieurs victoires face aux talibans après 1995. Son fils n'a pour seule expérience que ses études à l'académie militaire de Sandhurst.

Autre problème : les forces de Massoud sont coupées de leurs lignes de ravitaillement vers le Tadjikistan, leur allié traditionnel. L'Inde et la Russie, qui avaient fourni du matériel à son père, restent dans l'expectative. L'Occident aussi. La France aussi. Ahmad Massoud s'était rendu à Paris en mars et avait rencontré Emmanuel Macron. « Il y a un soutien dans toute la classe politique française », observe Ali Nazari avant d'ajouter dans un léger soupir : « Paris n'a pas donné de matériel. Nous faisons confiance à la France pour qu'elle envoie de l'aide le temps venu. »

## ***L'Afghanistan dépendra de la bonne volonté du Pakistan, de l'Inde et de la Chine - Claude Leblanc***

Les deux derniers attentats qui ont frappé le pays, au cours du week-end, mettent en évidence les difficultés des autorités à affronter la menace terroriste. Pour y parvenir, une coopération régionale apparaît indispensable



***Des carcasses de camions après un attentat de Kaboul, le 2 mai 2021.***

© Sipa Press

Les talibans ont annoncé, le 10 mai, un cessez-le-feu de trois jours pour l'Aïd el-Fitr, la fête musulmane qui marquera cette semaine la fin du mois sacré du ramadan. Un peu plus tard, un communiqué de la présidence afghane a indiqué qu'Ashraf Ghani avait demandé aux forces de sécurité de « respecter le cessez-le-feu » annoncé par les talibans. Le

président a également exhorté une nouvelle fois les insurgés à annoncer une trêve permanente pour mettre fin au conflit.

***« Je suis maintenant le quatrième président américain à connaître la présence de troupes américaines en Afghanistan. Deux républicains. Deux démocrates. Je ne passerai pas cette responsabilité à un cinquième »***, a déclaré Joe Biden pour motiver sa décision de retirer tous ses militaires d'Afghanistan d'ici à septembre. Il estime en effet que « maintenir des milliers de soldats cloués au sol et concentrés dans un seul pays, compte tenu des milliards de dollars dépensés chaque année, n'a guère de sens pour moi ».

Pour les Afghans, en revanche, la question de savoir ce que leur pays deviendra après le départ du dernier soldat américain est lourde de sens. L'attentat contre une école qui a fait, samedi à Kaboul, plus de 60 morts, puis celui contre un autobus, dans la nuit de dimanche à lundi (11 morts), mettent en évidence la fragilité de la situation dans le pays et les difficultés extrêmes que les autorités afghanes vont devoir gérer une fois que les Etats-Unis leur auront tourné le dos.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 15

Au fond, le gouvernement afghan sait que ce départ annonce le retour des talibans, auxquels il impute les deux derniers attentats à la bombe, et de leur allié, le Pakistan. Joe Biden a notamment appelé Islamabad à s'investir davantage pour soutenir l'Afghanistan alors que, ces dernières années, les Pakistanais ont souvent été pointés du doigt pour leur attitude vis-à-vis de ces combattants. En 2018, Donald Trump avait affirmé que les Américains « ne peuvent pas rester silencieux face à l'appui que le Pakistan offre aux organisations terroristes ».

**Chaos permanent.** Pourtant, sans Islamabad, l'accord entre les talibans et les Etats-Unis n'aurait pas pu être conclu. Le Pakistan se retrouve donc de nouveau sur le devant de la scène en Afghanistan. Reste à savoir s'il va profiter de ce retour au premier plan pour améliorer son image internationale, en encourageant la coopération régionale afin d'assurer la stabilité du pays, ou s'il va poursuivre son ancienne politique visant plutôt à déstabiliser le pouvoir en place au profit de certains groupes.

L'enjeu est de taille pour les Pakistanais eux-mêmes dans la mesure où une trop grande instabilité en Afghanistan pourrait se retourner contre eux. Elle pourrait, en effet, se traduire par un afflux de réfugiés, des actes terroristes sur leur propre territoire, sans oublier un accroissement du trafic de drogue, dont les responsables politiques locaux ne veulent pas.

***L'une de ses principales motivations de Pékin reste sa crainte de voir l'instabilité en Afghanistan s'étendre au Xinjiang, sa province à majorité musulmane***

Ces menaces sont importantes car les autorités afghanes ne disposent pas de moyens suffisants pour contrecarrer les efforts de déstabilisation fomentés par les différentes organisations terroristes sur son territoire. Les deux derniers attentats, notamment celui de Kaboul, qui a symboliquement frappé un établissement d'enseignement pour les filles, illustre les limites du pouvoir en place. Son effondrement en faveur des talibans risquerait de conduire Islamabad à reprendre sa vieille politique, qui a plongé toute la zone dans un chaos permanent. Il est donc essentiel de mettre en œuvre une politique de coopération avec les autres acteurs de la région afin d'arriver à une situation la plus équilibrée possible.

Les Pakistanais ne sont pas les seuls à y avoir intérêt. L'Inde ou encore l'Iran sont également concernés. A la différence d'Isamabad, New Delhi a plutôt favorisé le gouvernement afghan depuis le départ des talibans en 2001. Et lorsque ces derniers étaient au pouvoir, les Indiens soutenaient l'Alliance du Nord, avant tout pour se distinguer de leurs frères ennemis pakistanais.

« **Puissance régulatrice** ». Il leur appartient donc aussi de se montrer plus ouverts à la discussion, y compris avec les talibans, pour éviter de retomber dans les travers dangereux du passé. Washington ne cache pas souhaiter une implication plus grande de l'Inde dans le processus de paix afghan. Mais l'affaiblissement de New Delhi, confronté à une deuxième vague épidémique très violente, risque de peser sur sa capacité à faire entendre sa voix.

D'autant plus qu'un autre acteur important pourrait profiter du retrait définitif des Etats-Unis pour s'immiscer dans le règlement de la crise. Il s'agit bien sûr de la Chine. Cette dernière peut être tentée d'y renforcer son influence dans le cadre de son ambition de devenir une « puissance régulatrice ». Mais l'une de ses principales motivations reste sa crainte de voir l'instabilité en Afghanistan s'étendre au Xinjiang, sa province à majorité musulmane.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 16

La réaction de Pékin après les attentats du week-end en témoigne. Non seulement les Chinois en ont fait reposer la responsabilité sur le départ annoncé des dernières troupes américaines, mais ils ont aussi réaffirmé leur « ferme soutien au gouvernement et au peuple afghans dans leurs efforts pour lutter contre le terrorisme ». Mais, sans une véritable concertation internationale, la stabilité de l'Afghanistan et de la région dans son ensemble semble aujourd'hui impossible.

## **Luc de Barochez – L'échec afghan laisse l'Otan moribonde**

**ÉDITO. L'Europe devrait saisir l'occasion pour rompre avec sa sujétion aux États-Unis et réinventer l'alliance transatlantique.**



**Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, le 20 août à Bruxelles.** © FRANCISCO SECO / POOL / AFP - Par Luc de Barochez  
Publié le 24/08/2021 à 07h00

Emmanuel Macron avait raison, avec deux ans d'avance. L'Otan est bel et bien en état de « mort cérébrale ». Estourbie par son échec en Afghanistan. Depuis vingt ans, elle consacrait l'essentiel de son énergie

à tenter d'y construire une armée et une nation. Le bel ouvrage s'est effondré comme un château de sable cet été. L'Amérique est défaite stratégiquement et l'Europe, dans son sillage, aussi.

Censée être l'alliance militaire la plus puissante qui soit, l'organisation transatlantique est en panne de raison d'être depuis la fin de la guerre froide. Elle croyait en avoir trouvé une en entraînant les soldats afghans à faire la guerre contre les talibans et en construisant des écoles pour filles sur les hauteurs de l'Hindou Kouch. Les Européens y ont cru dur comme fer. Ils ont quelques leçons à tirer de ce fiasco s'ils ne veulent pas s'engager dans de nouvelles impasses.

En 2001, choqués par les attentats du 11 Septembre aux États-Unis, ils avaient invoqué pour la première et unique fois la disposition clé du traité de l'Otan, son article 5, qui stipule la mobilisation militaire de tous les membres lorsque l'un est attaqué. C'est au titre de cette défense collective qu'ils ont participé aux opérations en Afghanistan – y compris les troupes françaises, jusqu'à leur retrait achevé par François Hollande.

Mais, s'ils étaient bien présents, les Européens n'ont jamais vraiment pesé. Leurs réflexes collectifs ces derniers mois ont mis en lumière leur impuissance politique. Ils ont d'abord accepté sans broncher que les États-Unis leur notifient leur décision unilatérale de se retirer, comme s'ils n'étaient que des auxiliaires contractuels. Ils ont ensuite considéré, quasiment sans débat, que le départ des Américains entraînait ipso facto le leur. Après les rebuffades de Donald Trump, qui avait semé la panique à l'Otan en menaçant de claquer la porte, les Européens attendaient beaucoup trop de Joe Biden. L'annonce que leur fit son ministre des Affaires étrangères, Antony Blinken, au printemps à Bruxelles, en laissa plus d'un hébété : « *Il est temps de ramener nos troupes à la maison.* » À peine trois mois après son entrée en fonction, l'Administration Biden manifestait déjà son peu d'intérêt pour une concertation transatlantique sur une question essentielle pour l'Alliance.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 17

L'épisode fournira-t-il le coup de fouet indispensable pour que l'Europe, enfin, assume sa sécurité ? Le repli américain que Trump incarnait n'était pas un épisode passager mais une tendance de fond. Les revers subis au Moyen-Orient, autant que les nouvelles priorités découlant de l'essor de la Chine, poussent Washington à se désengager. L'Amérique n'entend plus défendre ceux qui sont incapables de se battre par eux-mêmes. Joe

Biden l'a martelé au lendemain de la chute de Kaboul aux mains des talibans. « **Les troupes américaines ne peuvent pas et ne doivent pas combattre et mourir dans une guerre que les forces afghanes ne veulent pas livrer** », a-t-il dit.

Le message est également destiné aux Européens, Allemands en tête, qui rechignent à dépenser plus pour leur défense et comptent sur les États-Unis en cas de coup dur. Il concerne aussi les dirigeants français, qui, de quinquennat en quinquennat, appellent à un renforcement du pilier européen de l'Otan sans assortir ces invocations rituelles d'initiatives viables pour progresser. « **On ne protégera pas les Européens si on ne décide pas d'avoir une vraie armée européenne** », avait même affirmé Emmanuel Macron il y a trois ans. À l'approche de la fin de son mandat, les progrès dans cette voie ne sautent pas aux yeux.

S'il était mal interprété, le désastre afghan pourrait conduire l'Europe à deux tentations délétères. La première consisterait à chercher à occuper un « juste milieu » entre l'Amérique d'un côté, la Chine et la Russie de l'autre. Ce serait renoncer à défendre ses valeurs. La seconde serait de considérer que l'outil militaire n'a plus d'utilité, puisque même l'armée américaine échoue face à une insurrection islamiste. Ce serait s'enfoncer dans la voie de la soumission. À l'heure où les puissances révisionnistes emmenées par Erdogan, Poutine, Xi et consorts cherchent à changer l'ordre du monde à leur avantage, l'Europe doit au contraire sortir la tête du sable et construire une Otan qui lui permette de gérer elle-même son destin. Sinon, elle paiera un jour ou l'autre le prix de son effacement stratégique.

## ***Sous les pieds des talibans, un potentiel eldorado minéral***

Cuivre, lithium, terres rares : le sous-sol de l'Afghanistan regorge de minéraux jugés critiques pour la transition énergétique et climatique, soulignent les experts, une manne non exploitée à ce jour, et désormais aux mains du régime taliban au pouvoir dans le pays.

« **L'Afghanistan a des gisements de bauxite, de cuivre, de fer, de lithium et de terres rares** », indique le dernier rapport annuel sur les ressources minières en Afghanistan publié en janvier 2021 par l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS).

Alors que le monde essaie de se passer d'énergies fossiles comme le pétrole et le gaz, ces métaux sont de plus en plus recherchés pour transporter ou stocker l'électricité.

Le cuivre, essentiel pour la fabrication de fils électriques, a ainsi battu son record historique cette année sur les marchés mondiaux, en cotant plus de 10 000 \$ US la tonne.

Le lithium est une ressource essentielle à la transition énergétique. Il est utilisé pour le stockage de l'énergie dans des batteries ou des parcs solaires ou éoliens.

En 2020, il a rejoint la liste officielle des 30 matières premières jugées « critiques » pour son indépendance énergétique par l'Union européenne, aux côtés du cobalt, du graphite, du silicium ou du tantale notamment.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 18

## « **Un stock immense de lithium** »

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a de son côté estimé en mai que la demande mondiale de lithium allait être multipliée par 40 d'ici 2040.

L'Afghanistan « est assis sur un stock immense de lithium, pas exploité à ce jour », indique à l'AFP Guillaume Pitron, auteur du livre *La guerre des métaux rares* (Les liens qui libèrent, 2018).

Et les terres rares comme le néodyme, le praséodyme ou le dysprosium, que l'on trouve aussi en Afghanistan, sont cruciales dans la fabrication d'aimants utilisés dans des industries d'avenir que sont l'éolien ou la voiture électrique.

Globalement, le potentiel de toutes les ressources souterraines du pays était estimé à 1000 milliards de dollars américains par un rapport commun de l'ONU et de l'Union européenne datant de 2013.

Le pays, dont la richesse du sous-sol est légendaire, était jusqu'à présent surtout connu pour ses pierres précieuses (lapis-lazuli, émeraudes, rubis, tourmaline), son talc ou même son marbre. Il produit aussi du charbon, et des métaux traditionnels comme le fer.

Exploités officiellement, les gisements de pierres précieuses font aussi l'objet de trafics illégaux à plus ou moins grande échelle entre le pays et le Pakistan voisin, dénoncés dans le dernier rapport de l'USGS.

## **Besoin de stabilité**

Avant même la victoire des talibans en Afghanistan, la Chine, qui produit déjà 40 % du cuivre mondial, près de 60 % du lithium et plus de 80 % des terres rares, selon l'AIE, avait « soutenu un certain nombre de factions talibanes en vue de faciliter leur accès à certains gisements particulièrement prometteurs », souligne M. Pitron.

Les Chinois ne conditionnent pas leurs contrats d'affaires à des principes démocratiques.

## **Guillaume Pitron, auteur du livre *La guerre des métaux rares***

En matière de cuivre, Pékin, qui avait obtenu en 2008 une concession pour exploiter la mine géante d'Aynak, à 35 kilomètres de Kaboul, discutait avec le gouvernement déchu depuis 2015 pour tenter d'obtenir des amendements permettant une exploitation effective du gisement, « bloquée pour différentes raisons », selon l'USGS qui ne détaillait pas les problèmes rencontrés. Aujourd'hui, les experts font néanmoins valoir qu'il n'est « pas du tout certain » que l'Afghanistan devienne un eldorado des minéraux et le terrain de jeu géopolitique de la transition énergétique mondiale, en raison des incertitudes politiques pesant sur la gestion du régime des talibans. « Pour cela, il faut un climat politique très stable », souligne M. Pitron.

En matière minière, il peut se passer 10 ou 20 ans entre la découverte d'un gisement et son exploitation : « Aucune entreprise ne voudra investir s'il n'y a pas un cadre politique et juridique stable », ajoute M. Pitron, en soulignant que certains investisseurs préféreront peut-être choisir des sources d'approvisionnement « un peu plus chères, mais plus stables ».



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 19

## ***Le coût astronomique du matériel laissé en Afghanistan par l'armée américaine***

Drones, armes, artillerie, véhicules : les États-Unis abandonnent aux talibans un trésor de guerre inespéré.

La guerre en Afghanistan a coûté la somme astronomique de 2.261 milliards de dollars (1.9155 milliards d'euros) aux États-Unis depuis l'invasion de 2001. Mais l'armée américaine laisse aussi derrière elle un équipement dernier cri destiné à équiper l'armée afghane, qui, comme on l'a vu, a fait long feu face aux talibans.

Ces derniers se retrouvent donc à la tête d'un arsenal de véhicules blindés, d'hélicoptères Black Hawk, ainsi que de centaines de milliers de fusils automatiques et lance-roquettes de fabrication américaine. Tout cela fait bien évidemment mauvais genre. Le gouvernement fédéral a ainsi soigneusement caché les audits internes sur le matériel militaire délivré aux forces afghanes.

Le site OpenTheBooks a pourtant réussi à déterrer deux rapports du Government Accountability Office (GAO) et de l'inspection générale pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR) datés de 2017 et 2020 et effacés des sites web fédéraux. Le décompte donne un aperçu du gâchis.

Entre 2003 et 2016, les États-Unis ont par exemple acheté et fourni 75.898 véhicules et 208 avions à l'armée et aux forces de sécurité afghanes, dont 22.174 Humvee, les fameux véhicules de transport militaires emblématiques de l'armée américaine, dont chacun coûte environ 91.000 dollars, ou encore près de 9.000 Navistar 7000-MV, des blindés de transport dont le dernier modèle coûte plus de 880.674 dollars pièce.

Les talibans ont également saisi des hélicoptères Black Hawk et des avions d'attaque A-29 Super Tucano. Le mois dernier, le ministère afghan de la Défense a publié sur les médias sociaux des photos de sept hélicoptères nouvellement arrivés en provenance des États-Unis, a rapporté Reuters.

### **Bonne fortune**

Un hélicoptère Black Hawk coûte jusqu'à 21 millions de dollars et certains modèles coûtent plus de 37 millions de dollars pièce, selon OpenThe Books. L'audit portant sur 2004-2016 comptabilise également près de 599.690 armes à feu, dont des M-16, des colts ou 2.606 armes d'artillerie lourde (bombes, lance-grenades, etc.), des appareils de vision nocturne ou encore des émetteurs radio sophistiqués. Encore plus gênant: des drones militaires d'une valeur de 174 millions de dollars ont même été «perdus» dans la nature.

Tout ce matériel n'est pas directement tombé dans les mains des talibans. Entre quarante et cinquante pilotes afghans ont atterri en Ouzbékistan à bord de l'un des appareils livrés par l'armée américaine (qui auront finalement servi davantage à fuir les fondamentalistes qu'à les combattre, ironise Reuters).

Selon le porte-parole du Pentagone John Kirby, certains matériels militaires pourraient aussi être «délibérément détruits». Et, même s'ils mettent la main sur les avions américains, les talibans ne seront pas en mesure de les piloter et d'assurer leur maintenance pendant bien longtemps, souligne Elias Yousif, directeur adjoint du Center for International Policy.

En revanche, les pièces détachées de tous ces appareils ont une énorme valeur sur le marché noir et pourraient fournir des rentrées d'argent importantes pour les talibans.



Les armes légères risquent, elles, d'être disséminées dans des conflits vers d'autres parties du monde ou vendues à des groupes terroristes, s'inquiète Elias Youcif.

Les États-Unis ont fourni plus de 83 milliards de dollars en équipements et en formation aux forces de sécurité afghanes depuis 2001. Avec le résultat que l'on connaît. 8,9 milliards de dollars ont également été dépensés dans les campagnes antinarcoïtiques, avec, là encore, pour résultat une explosion de la culture du pavot. Rarement de l'argent public n'aura été aussi mal utilisé.

*korii.slate.fr*

## **«La France porte des coups sévères à l'Etat islamique au Sahel sans affaiblir l'organisation»**



Pascal Airault - 13 août 2021 à 06h00

**« Les réflexions pour stabiliser la région sont entreprises dans les capitales étrangères sans tenir compte de l'avis des populations », estime le leader touareg Moussa Ag Acharatoumane**



**Le massacre des habitants des villages de Karou, Ouatagouna, Dirgua et Daoutegeft dans la région d'Ansongo au Mali, qui a fait 60 victimes civiles dimanche 9 août, n'a pas été revendiqué. Mais le raid barbare porte la marque de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS).**

Leader touareg, secrétaire général du Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA), Moussa Ag Acharatoumane est membre du Conseil national de transition au Mali. Il connaît

bien l'EIGS que ses hommes ont souvent combattu dans leur région de Ménaka.

### **L'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) est suspecté d'être derrière le dernier massacre dans la région d'Ansongo. Qu'en pensez-vous ?**

Cela ne fait guère de doute. Ce massacre de trop s'est produit dans une zone qui est sous l'influence de ses combattants. Le mode opératoire est aussi celui de ce groupe djihadiste. L'EIGS réprime de manière sauvage et barbare les populations qui n'acceptent pas de vivre sous son joug, coopèrent avec l'armée régulière ou les forces étrangères. L'attaque de dimanche rappelle celle du 21 mars dernier dans plusieurs villages et campements du département de Tillia, dans la région de Tahoua au Niger, près de la frontière malienne, qui a fait 137 victimes. L'EIGS commet des massacres de masse, contrairement à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

### **L'Elysée assurait, il y a quelques mois, que l'EIGS était au tapis après avoir subi de lourdes pertes dans des combats fratricides contre AQMI et d'autres contre l'armée française...**

Les armées du Sahel et la force française Barkhane portent des coups sévères à l'EIGS sans que cela affaiblisse l'organisation djihadiste qui a une forte capacité à se régénérer est affaibli. Sa grande force est le maillage du terrain. Il recrute localement dans toutes les communautés même si la majorité de ses combattants sont des Peuls.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 21

Ses chefs sont originaires du Sahara occidental. L'EIGS a été lancé par Adnane Abou Walid al-Sahraoui, un des plus célèbres transfuges du mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao, ex-allié d'AQMI) qui a fait allégeance à l'EI en octobre 2015. Il s'est appuyé sur Abdelhakim al-Sahraoui – annoncé comme mort sans confirmation – et Rhissa al-Sahraoui, un autre vétéran du Mujao tué récemment par la force française Barkhane.

**« Du lever au coucher du soleil, 365 jours sur 365, ils sont en opération... Ce n'est pas en organisant une mission de terrain entre forces nationales et internationales tous les trois mois que l'on parviendra à les chasser »**

## **Comment expliquez-vous les succès tactiques de l'EIGS ?**

C'est la détermination, la conviction, la constance et la croyance dans leur combat qui fait la force des combattants de l'EIGS. Ces derniers vivent sommairement, à l'image des Sahéliens, dorment en brousse ou dans les campements. Du lever au coucher du soleil, 365 jours sur 365, ils sont en opération. Ils frappent et se replient à quelques dizaines de kilomètres de leurs crimes dans des zones désertées par l'Etat. Ce n'est pas en organisant une mission de terrain entre forces nationales et internationales tous les trois mois que l'on parviendra à les chasser d'autant que l'Etat a abandonné depuis longtemps ces zones. Les populations locales n'ont d'autres choix que de se soumettre à l'EIGS, quitter leurs villages ou mourir.

## **L'EIGS n'instrumentalise-t-il pas les conflits ancestraux entre agriculteurs et éleveurs nomades ?**

Les chefs de l'EIGS surfent et attisent même les conflits intercommunautaires en montant les éleveurs contre les agriculteurs et vice versa. Les deux communautés ont toujours eu des accrochages pour le contrôle des terres, mais jamais les affrontements n'ont atteint ce niveau de violence et de barbarie. L'Etat et les troupes étrangères ont du mal à comprendre ces dynamiques locales.

## **Pourquoi les jeunes sont attirés par l'EIGS ?**

On leur donne une arme, une moto et le droit de faire la loi dans la zone qu'ils contrôlent. Ce statut motive des jeunes souvent oubliés des pouvoirs locaux et de l'Etat. D'autres adhèrent aussi pour protéger leurs familles ou leurs villages. Ils n'ont guère le choix. Leurs seuls interlocuteurs sur le terrain sont les groupes djihadistes.

## **La zone d'intervention de l'EIGS s'est-elle étendue ces dernières années ?**

L'EIGS compte environ un millier de combattants. Son ambition est de s'implanter durablement au Niger, au Burkina Faso et au Mali, dans la région dite des « trois frontières ». L'EIGS se concentre dans les régions d'Ansongo, de Gossi et du sud de Menaka au Mali. Au Burkina, il est présent dans les provinces du Lorum, de l'Oudalan et du Soum. D'autres bases de l'EIGS ont été repérées du côté nigérien dans les zones d'Ifarkane, de Baninbangou, de Tiloa, du parc W, d'Ayourou et d'Inates. Et des liens ont été tissés avec les autres combattants de l'Etat islamique au Nigeria.

## **L'EIGS et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, dont Aqmi) ne semblent plus s'affronter...**

Il y a effectivement moins de combats entre les deux franchises que l'année dernière. Elles s'affrontaient notamment pour le contrôle de la région de Gossi. Aujourd'hui, l'EIGS opère essentiellement dans la région des « trois frontières » et le GSIM concentre ses attaques dans les régions de Tombouctou, Kidal et dans le centre du Mali avec la création du Front de libération du Macina, une milice peule, en janvier 2015.



## **Comment réduire la menace de l'EIGS ?**

Les réflexions pour stabiliser la région des « trois frontières » sont entreprises dans les capitales étrangères sans tenir compte de l'avis des populations locales qui souffrent de problèmes existentiels et économiques. La solution exclusivement militaire, basée sur l'intervention des forces internationales, a montré ses limites. Il faut être constamment auprès des populations locales sous peine de perdre cette guerre. On doit leur confier davantage la gestion politique, sécuritaire et économique de leurs espaces. C'est le sens des accords d'Alger au Mali dont la mise en œuvre prend du retard. Il est aussi nécessaire de reconstruire une armée nationale en incluant toutes les communautés du pays pour réduire le sentiment d'ostracisme.

## **Peuls et groupes armés terroristes en Afrique de l'Ouest**

De **Matteo Clochard** - 2 août 2021 - Dans **Conflits armés, Criminalité et terrorisme**



*Femmes Peules à Paoua en République Centrafricaine. Source : Wikipédia.*

---

**Peuple majeur de l'Afrique de l'Ouest, comptant près de 35 millions de personnes réparties sur 15 pays, les Peuls sont soumis aux pressions de l'islam politique et aux tentations d'adhésion aux groupements terroristes armés.**

**L'instrumentalisation et le recrutement de certains groupes renforcent la vulnérabilité de cet espace.**

---

*Article réalisé par Mattéo Clochard, master de relations internationales.*

Entre menaces terroristes et fragilités socio-politiques, l'Afrique de l'Ouest est encore une région vulnérable du continent africain. Elle se caractérise par une diversité de langues et de peuples inégalement répartis. Cette mosaïque ethnique entraîne une cohabitation parfois conflictuelle dont il faut comprendre les raisons. Aujourd'hui, la sanctuarisation des groupes armés terroristes (GAT) et la diffusion accélérée du terrorisme vers les pays du golfe de Guinée demeurent préoccupantes. Il semblerait que cette expansion se caractérise par une stratégie d'implantation locale et durable. La pluralité des GAT actifs dans la région implique, le plus souvent, une diversité de stratégies de recrutement. Toutefois, on constate que certains peuples sont particulièrement ciblés par cet enrôlement. Ainsi, on constate que certains GAT recrutent de façon privilégiée des combattants auprès de la communauté peule [1]. Traditionnellement transhumant, le peuple peul s'étend de manière hétérogène du Sénégal au Soudan, justifiant ainsi une approche transfrontalière de la problématique.

Dans quelle mesure l'instrumentalisation et le recrutement des Peuls au sein des groupes armés terroristes accentuent-ils les déséquilibres sécuritaires régionaux en Afrique de l'Ouest ?

Avec l'apparition progressive des groupes armés terroristes en Afrique de l'Ouest, deux principales mouvances se sont imposées (I). Pour diverses raisons, une partie de la communauté peule a été embrigadée par certains d'entre eux (II). Ce recrutement a engendré un climat de méfiance, qui aboutit souvent à un cycle de violence. Enfin, ce peuple connaît trop de nuances pour réduire toutes ses situations d'instabilité aux seuls enjeux terroristes (III).



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 23

## I/ L'absence peule lors de l'apparition des groupes terroristes en Afrique de l'Ouest

Avant tout, il est important de revenir sur le processus historique de la dynamique terroriste en Afrique de l'Ouest (A) et de saisir les rapports de forces entre les différents mouvements (B).

### Aux racines historiques de la présence terroriste en Afrique de l'Ouest

La présence du terrorisme djihadiste en Afrique de l'Ouest est relativement récente. Aujourd'hui, deux principales mouvances terroristes opèrent dans la région ouest-africaine : les groupes affiliés à Al-Qaïda et ceux ayant fait allégeance à l'État islamique (EI). Le terrorisme *qaïdiste* d'Afrique de l'Ouest est intimement lié au djihadisme d'Afrique du Nord qui, lui-même, trouve ses origines en Afghanistan. En effet, l'idée de fonder le Groupe islamique armé (GIA) émerge au sein d'un groupe d'Algériens engagés en Afghanistan pour lutter contre la présence soviétique (1979-1989)[2]. En 1998, le GIA se scinde en deux et le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) apparaît. En 2004, Abdelmalek Droukdel, qui défend un projet international, devient le leader du groupe et se rapproche d'Al-Qaïda dirigé par Ayman al-Zawahiri. En janvier 2007, quelques mois après l'allégeance du GSPC à Al-Qaïda, le GSPC prend le nom officiel d'« Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb islamique » (AQMI)[3]. La branche sahélienne d'AQMI se développera jusqu'à devenir « le point focal de la lutte internationale contre le terrorisme »[4]. Après quelques tensions internes, Hamada Ould Mohamed Kheirou et Mokhtar Belmokhtar décident de se séparer d'AQMI pour fonder, respectivement, le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) en octobre 2011[5] et « Les Signataires par le sang » en décembre 2012[6].

En 2011, après la chute du chef de la *Jamahiriyah*, les Touaregs qui combattaient aux côtés de Kadhafi reviennent au Mali pour défendre leur cause autonomiste en intégrant le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA)[7]. Iyad Ag Ghali aspire à la direction du groupe, ce qui est refusé par d'autres Touaregs, le jugeant trop proche d'AQMI et d'Alger [8]. Après qu'Iyad Ag Ghali ait proposé ses services à AQMI, Abdelmalek Droukdel le pousse à créer son propre mouvement au sein de la communauté touarègue de l'Adrar des Ifoghas[9]. En janvier 2012, il fonde ainsi le groupe djihadiste Ansar Dine et se joint au combat d'AQMI. À cette même époque, le nord du Mali tombe aux mains d'Ansar Dine, d'AQMI, du MNLA, et du MUJAO. Plus tard, la situation sécuritaire du pays se complexifie avec de nouvelles divisions et de nouvelles alliances. Le MNLA et Ansar Dine décident de mettre fin à leur alliance. Le MNLA réclamait principalement l'indépendance de la région de l'Azawad, tandis qu'Ansar Dine préférait se concentrer sur des revendications religieuses pour contrer la laïcité de l'État malien. Au contraire, le 22 août 2013, « Les Signataires par le sang » et le MUJAO fusionnent pour créer Al-Mourabitoun « dans la perspective de réaliser l'unité des musulmans du Nil à l'Atlantique » [10].

### Les « nouveaux » rapports de forces entre les groupes armés terroristes avec l'apparition de l'État islamique

La présence de l'État islamique en Afrique de l'Ouest est récente. Cette organisation salafiste, ex-filiale d'Al-Qaïda, est née en 2013 dans la région de Mossoul sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant (EIL)[11]. Rapidement, le leader Abou Bakr Al-Baghdadi lance un appel d'union à toutes les organisations djihadistes du monde. Ainsi, l'Afrique va connaître une augmentation d'allégeances à l'EI. Les échecs d'Al-Qaïda au Sahel ont accentué les divisions internes et favorisé l'émergence de l'État islamique au grand Sahara (EIGS). Adnane Abou Walid Al-Sahraoui, le numéro deux d'Al-Mourabitoun, annonce son allégeance à l'EI en mai 2015, un mois après celle de Boko Haram (BH), un groupe terroriste nigérian dirigé par Abubakar Shekau[12]. Jugé trop extrémiste par l'EI, Shekau[13] est écarté et remplacé, en août 2016, par Abu Musaab Al-Barnawi, ancien porte-parole de BH. Il devient le chef de l'*Islamic State West Africa Province* (ISWAP), la branche de BH reconnue par l'EI. Depuis quelques années, des interrogations émergent sur un potentiel rapprochement entre ISWAP et l'EIGS.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 24

En mars 2019, l'État islamique central a intégré l'EIGS dans sa « province d'Afrique de l'Ouest » (*Islamic State West Africa Province*)<sup>[14]</sup>. Malgré certaines connivences, les dynamiques locales des deux groupes sont encore distinctes.

Face au développement de l'EIGS, les factions liées à Al-Qaïda décident de se réorganiser et de créer, en mars 2017, le Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans [15] (JNIM), fusion d'Ansar Dine, d'AQMI, d'Al-Mourabitoun, et de la Katiba Macina. Iyad Ag Ghaly, le chef d'Ansar Dine, se voit conférer le rôle de coordonner l'ensemble du JNIM et ses différentes zones d'influence. Si une rivalité existait entre le JNIM et l'EIGS, aucun affrontement direct ne s'est concrétisé. Des liens opportunistes se sont même développés entre ces deux groupes pour faire face à la Force conjointe du G5 Sahel [16]. Cette « exception sahélienne » [17] entre l'EI et Al-Qaïda se délite dès la fin de l'année 2019, aboutissant à une opposition armée entre l'EIGS et le JNIM qui persiste à l'est du Burkina Faso.

## **II/ Comprendre la présence des Peuls au sein des groupes armés terroristes en Afrique de l'Ouest**

Il est essentiel d'étudier la communauté peule et ses différentes nuances (A) avant de comprendre les raisons qui ont poussé une partie d'entre elle à s'engager dans les GAT (B).

### **Des structures spatiales et sociales hétérogènes au sein de la communauté peule**

« Diversité et unité sont, contradictoirement, des termes qui peuvent s'appliquer, tout aussi légitimement l'un que l'autre, à l'ensemble du monde peul », écrit Danièle Kintz en 1985 [18]. De nombreux travaux d'études anthropologiques ont tenté de dresser des caractéristiques permettant d'identifier la communauté peule. Aujourd'hui, il est communément admis que l'unité des Peuls se fait autour de quatre principaux critères : l'Islam, la compétence pastorale, le *Pulaaku* – langue et « code d'honneur » peul – et l'endogamie [19].

L'Islam a joué un rôle fondamental dans les théocraties peules d'Afrique de l'Ouest. Abdurahmane N'Gaïde écrit que « l'islam [a] servi de ciment lors des différentes révolutions théocratiques peules : au Bunndu (1690), au Fuuta Jaloo (1725), au Fuuta Tooro (1776), dans les États musulmans du Nord-Nigeria (Sokoto) (1804) et au Maasina (1810) » [20]. Le développement des empires peuls fait de ce peuple le principal propagateur de l'islam en Afrique de l'Ouest [21].

Historiquement, les Peuls sont des pasteurs transhumants. La transhumance est une mobilité partielle et saisonnière impliquant un retour sur le territoire d'attache. Le mode de vie transhumant entraîne nécessairement une certaine marginalisation – volontaire ou non – de la communauté peule. Depuis quelques années, le mode de vie traditionnel peul et la transhumance sont remis en cause, notamment par la jeune génération. Une grande partie des Peuls s'est sédentarisée et ne pratique plus, de fait, la transhumance. La compréhension des Peuls est indissociable de la notion de *Pulaaku*, c'est-à-dire de la langue peule et de la « fulanéité » (concept qui permet de définir ce que signifie « être Peul »). Bien qu'elle soit un facteur d'unité, cette langue connaît des nuances dialectales, conséquence de la répartition diffuse et hétérogène des 40 millions de Peuls [22] [23]. Le *Pulaaku* est parfois défini comme le code d'honneur peul ou comme l'ensemble des droits et devoirs du Peul. La réalité semble plus subtile. Le *Pulaaku* n'exige pas de l'individu qu'il fasse quelque chose en particulier, mais plutôt qu'il s'abstienne d'en accomplir certaines [24]. En outre, cet art de vivre, qui ne régit pas des règles sociétales, mais vise l'individu, implique un renoncement social et matériel de moins en moins fédérateur. Enfin, le *Pulaaku* est de nature plus esthétique que morale, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une présentation de l'idéal peul [25]. Si le mode de vie peul est caractérisé par une certaine endogamie, celle-ci se fait notamment par rangs sociaux. La hiérarchie peule est organisée en trois principales catégories : les *rimbe* (la catégorie des nobles), les *ñeeñbe* (les castes artisanes), et les descendants d'esclaves dénommés *rimaybe*. Parallèlement à cette hiérarchie, les Peuls se répartissent en groupe qui ont leur propre fonctionnement interne.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 25

## Le basculement des Peuls au sein des GAT

Les Peuls sont principalement présents dans les GAT opérant au Mali, au Niger, et au Burkina Faso. Il existe deux groupes ayant fait du recrutement peul l'un des fondements de leur stratégie : la Katiba Macina et Ansarul Islam. Néanmoins, les Peuls sont aussi présents dans des groupes « ethniquement mixtes » tels que l'EIGS ou Al-Mourabitoun. Les motivations et les profils des Peuls rejoignant les GAT sont multiples. Certains distinguent quatre profils [26]:[27] : les Peuls ayant rejoint le MUJAO pour contrer l'hégémonie touarègue ; ceux qui se considèrent comme exploités par les castes supérieures ; les *Téréré* (les voleurs de bétail peuls) motivés par des facteurs économiques ; et enfin les Peuls ayant rejoint les GAT à la suite de l'accentuation des tensions intercommunautaires (massacres de Peuls et amalgame entre Peuls et terroristes).

Le premier GAT à instrumentaliser et à recruter des peuls est le MUJAO. En 2012, les Peuls de la région de Gao sont menacés par les Touaregs du MNLA (notamment des Dahoussaks). Lorsque les Peuls se rapprochent du MUJAO, il ne s'agit donc pas d'un rapprochement idéologique, mais d'une volonté de se protéger. L'exemple de l'association *Dewral Pulaaku* est éloquent [28] : face à l'avancée touarègue, le président de l'association (aussi chef du village de Boulíkessi) demande au gouvernement de l'aider, en vain. Le MUJAO propose au chef de former ses jeunes membres au combat, ce qu'il accepte [29]. Plus tard, l'EIGS procédera de la même façon pour recruter des Peuls et renforcer ses rangs [30]. La Katiba Macina (KM), créée en 2016 [31] par Hamadou Kouffa, est le principal groupe ayant recruté des combattants au sein de la communauté peule. En septembre 2018, Kouffa appelle pour la première fois les Peuls d'Afrique de l'Ouest à faire le djihad pour résister à l'oppression dont ils seraient victimes. La question d'un djihad peul est alors posée. Kouffa, peul et ancien membre d'Ansar Dine, défend une conception de l'islam fondée sur une équité sociale, s'en prend à l'aristocratie peule et s'oppose fortement à l'État. Ses prêches sont largement diffusés sur les téléphones portables rendant l'instrumentalisation plus aisée.

En décembre 2016, Ibrahim Malam Dicko, un prêcheur peul du Soum, décide de créer Ansarul Islam. À l'époque, la province du Soum, située dans le septentrion burkinabè, est utilisée comme base arrière par la Katiba Macina. Alors qu'il combat avec cette dernière, Dicko décide de créer Ansarul Islam, contre l'avis du chef Kouffa. Une opération militaire burkinabè suivie d'exactions militaires aurait été l'élément déclencheur. Majoritairement composé de *rimarybe*, le groupe a également fondé son discours sur les inégalités sociales et la complicité des élites peules avec le gouvernement.

Compte tenu des différents profils enrôlés, on ne peut résumer le recrutement terroriste à un seul facteur. Les motivations sont nombreuses : marginalisation sociale, pauvreté, désir de protection, cycle de vengeance, religion, etc. Le facteur religieux semble marginal dans la dynamique de recrutement. D'ailleurs, la plupart des pasteurs peuls n'ont pas suivi d'enseignement religieux très poussé. Néanmoins, il est probable qu'une radicalisation religieuse ait lieu, pour certains membres, après leur intégration. L'empreinte religieuse reste un élément d'identité des groupes, auquel cas, ils basculeraient dans le banditisme ou la « simple » criminalité. Les enjeux de transhumance permettent aussi de comprendre les raisons et les conséquences de la présence peule dans les GAT. Le dérèglement climatique modifie les trajets de transhumance et exacerbe les tensions entre éleveurs et agriculteurs. Aussi, la croissance démographique explosive de la sous-région augmente la raréfaction des terres disponibles. D'un côté, les pasteurs se dirigent au sud à cause de la désertification, et de l'autre les terres agricoles se développent pour répondre aux besoins alimentaires. La jonction entre les deux peut provoquer des conflits intercommunautaires et l'instrumentalisation des GAT peut intervenir sous cet angle. En définitive, les facteurs socio-économiques semblent être les principales raisons de recrutement au sein des GAT. En effet, « la volonté de se protéger, de protéger sa famille, sa communauté ou son activité économique apparaît comme un des facteurs importants d'engagement » [32]. En janvier 2020, la Katiba Macina a ainsi connu des tensions internes en raison d'un différend dans la gestion de ses ressources, démontrant que les motivations matérielles restent prépondérantes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 26

Une soixantaine de combattants auraient fait allégeance à l'État islamique entraînant des combats avec des fidèles de Kouffa et se feraient appeler le groupe EI de Nampala[33].

Une des stratégies des GAT est de s'implanter localement et durablement. Pour cela, le soutien de la population est essentiel et une des méthodes employées est la désignation d'un ennemi commun : l'État. L'exemple ivoirien de l'attaque de Kafolo du 28 mars 2021 permet de comprendre cette dynamique. En plus des combattants venus du Mali, il y aurait eu des recrues locales, motivées par des facteurs économiques et matériels. De plus, la katiba de « Hamza »[34] aurait bénéficié d'une complicité locale pour s'approvisionner en essence, se loger à Kafolo, ou récupérer du bétail[35]. Enfin, les notables peuls du nord de la Côte d'Ivoire sont mis sous pression par les GAT (ex : rackets, enlèvements, etc.).

### **III/ L'instrumentalisation de la présence peule au sein des GAT**

La présence de combattants peuls dans les GAT engendre un climat de méfiance, favorise le discrédit de la communauté, et entraîne souvent des cycles de violence (A). En fonction des pays, les Peuls connaissent différents degrés d'intégration et de tensions qu'on ne peut réduire aux dynamiques terroristes (B).

### **L'instauration d'un cycle de violence entre forces de sécurité, forces supplétives et communauté peule**

Structurellement inachevées, les forces de sécurité (FDS) de la sous-région ont une efficacité opérationnelle relativement faible. Le manque de capacités conjugué à la dégradation sécuritaire fragilise les armées. En outre, les exactions arbitraires perpétrées par les FDS, dont les Peuls sont souvent victimes, favorisent le recrutement. Profitant de ces dérives, les GAT améliorent leur propagande au sein des communautés peules en se présentant comme protecteurs et justiciers. Un cycle général de violence s'installe : méfiance à l'égard des Peuls ; exactions des FDS ; sentiment d'insécurité chez les Peuls ; volonté de s'armer au sein de la communauté ; instrumentalisation de la situation par les GAT ; recrutement ; puis le cycle recommence. En 2019, un réfugié déclarait : « Les djihadistes te préviennent une première fois avant de revenir t'éliminer si tu ne les as pas écoutés, les FDS ne te laissent aucune chance » [36].

Au Sahel, et notamment au Burkina Faso, le même cycle de violence est apparu avec les forces supplétives. Le développement de groupes d'autodéfense ethnicisés a accentué les violences intercommunautaires. Les Koglewogo composés principalement de Mossi, les chasseurs Dozos créés en pays mandingue, ou la milice Dan Na Ambassagou regroupant des Dogons, sont engagés dans la lutte contre-terroriste aux côtés des FDS. Bien que certains tentent d'y intégrer des Peuls, ces derniers restent très minoritaires en leur sein. Avec l'apparition des volontaires pour la défense de la partie (VDP) en janvier 2020, une dynamique de violence similaire s'est développée. Formés par des militaires pendant deux semaines, les VDP ont été créés pour associer les civils burkinabè dans le processus de protection des villages [37]. La faible représentativité des Peuls au sein des VDP, ainsi que l'intensification des exactions à leur encontre, accentue la spirale de violence, dont les Peuls sont à la fois victimes et acteurs.

### **Apparition de différents foyers de tensions peuls non-terroristes**

Selon les pays, les Peuls connaissent différentes situations politiques et sont confrontés à plusieurs types de tension qu'on ne peut amalgamer avec la dynamique terroriste. En Guinée, la communauté peule fait figure d'exception. Elle représente environ 38% de la population, a abandonné la tradition pastorale, et s'est sédentarisée. Aujourd'hui, le territoire guinéen est épargné par la présence de GAT. Le risque de radicalisation et la possibilité d'un vaste recrutement terroriste au sein de la communauté peule semblent plus faibles que dans les pays du Sahel. En Guinée, les Peuls sont plutôt intégrés, bien qu'ils soient confrontés à diverses tensions d'ordre politique. Ainsi, une insurrection ou une révolte socio-politique seraient plus probables qu'une émergence de groupes terroristes organisés.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 27

Plus à l'est, au Nigéria, une confusion est parfois faite entre Peuls armés et GAT. Dans ce pays, il s'agit en réalité d'un conflit intercommunautaire entre éleveurs peuls et cultivateurs chrétiens du sud. Quant aux GAT (ISWAP, Boko Haram – JAS – et Ansaru), ils opèrent au nord du pays. Boko Haram est un groupe ethniquement mixte composé principalement de Kanuri. *A priori*, les Peuls n'y ont pas adhéré. D'ailleurs, traditionnellement, les Kanuri sont en rivalité avec les éleveurs arabes choa et les éleveurs peuls [38]. En dépit de cela, les GAT du Nigéria se réfèrent à Usman Dan Fodio, fondateur de l'empire peul du Sokoto. Au XIX<sup>e</sup> siècle, ce califat était pourtant en concurrence avec le royaume du Kanem-Bornou, celui des Kanuri.

Dans un contexte bien différent, les Peuls sont également impliqués dans le conflit centrafricain. Les tensions entre éleveurs et cultivateurs ont été exacerbées par le conflit religieux opposant les partisans de la Seleka aux milices anti-balaka, dans l'ouest du pays de 2013 à 2015. Des discours de haines à l'encontre des musulmans, et précisément envers les Peuls mbororo, se sont diffusés. Thierry Vircoulon décrit quatre principales conséquences du conflit sur la communauté mbororo, dont l'une est la dynamique de milicianisation [39]. En Centrafrique, les Peuls se sont armés et organisés en groupes d'autodéfense dès le début des années 2000. En 2008, Baba Ladé, un Tchadien opposé au régime d'Idriss Déby, crée le Front populaire pour le Redressement (FPR) pour protéger les Peuls de Centrafrique [40]. En 2014, Ali Darassa, ancien du FPR, décide de créer l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), un groupe d'autodéfense peul. Le conflit centrafricain n'est pas concerné par l'émergence de GAT. Néanmoins, « des hommes politiques dénoncent désormais d'improbables liens entre les ex-Seleka et les djihadistes qui sévissent en Afrique de l'Ouest » [41].

## Conclusion

Plusieurs faits prouvent qu'une partie de la communauté peule est instrumentalisée par les GAT, ce qui accentue des conflits séculaires régionaux. Néanmoins, l'hétérogénéité du peuple peul rend difficile l'adhésion souhaitée par Kouffa, qui appelait au développement d'un djihad peul unifié. En ce sens, la confrontation entre le JNIM et l'EIGS, ou la création du groupe EI de Nampala, illustrent de possibles confrontations entre Peuls.

Bien que la résolution du conflit sahélien soit plurielle, les enjeux de transhumance restent primordiaux. L'encadrement, la sécurité, et le règlement des parcours de transhumance pourraient améliorer la cohabitation des communautés. Ainsi, les chartes de pastoralisme mériteraient d'être développées. De plus, l'implication des États sur ces questions pourrait atténuer le sentiment de marginalisation sociale au sein de la communauté peule et donc freiner, en partie, la dynamique de recrutement terroriste. Toutefois, la situation sécuritaire actuelle rend difficile l'instauration de telles politiques.

## ***La Russie s'entraîne à fermer le Golfe de Finlande aux pays de l'OTAN***

L'exercice mené du 28 au 30 juillet par la Marine russe incluait déploiement de missiles côtiers de manière improvisée et pose de mines en mer

### **Exercice**

La flotte de la Baltique menait, du 28 au 30 juillet, un entraînement dans le Golfe de Finlande. Le communiqué publié par le ministère russe de la Défense fixait comme objectifs la pose de mines en mer, et l'installation de systèmes de missiles côtiers « Bal » et « Bastion » (en service au sein de la base navale de Leningrad depuis fin 2020) sur l'île de Kotlin.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 28

En cas de conflit, la Russie pourrait « fermer » l'accès au Golfe de Finlande aux navires de l'OTAN, qui selon la presse locale patrouilleraient fréquemment près de la zone. Cet entraînement serait une préparation à l'exercice russo-biélorusse « Zapad-2021 », qui aura lieu du 10 au 16 septembre.

## **Bataille navale**

Le système « Bal » (code OTAN SSC-6 « Sennight » comprend des missiles X-35 (rayon d'action de 160 km) et X-35Ou (rayon d'action de 260km). Le système « Bastion » (code OTAN SSC-5 « Stooge ») peut lui, avec le missile « Oniks », couvrir 600km. La longueur du Golfe de Finlande est de « seulement » 428 km et sa largeur minimale de 75 km (maximum 120 km)

## **Pourquoi le Golfe de Finlande**

La fermeture du Golfe de Finlande permettrait à la Russie de protéger la ville portuaire de Saint-Pétersbourg, mais également de bloquer la petite marine estonienne, dont le siège et la base navale sont situés à Miinisadam, ainsi que le Baltic Naval Squadron (force navale commune aux trois pays baltes) domicilié à Tallinn. Plusieurs bases navales finlandaises se retrouveraient également prises en étau : les bases de Helsinki et Porkkala seraient complètement bloquées, tandis que celle de Turku serait à portée des missiles russes équipant les bâtiments de leur Marine. Les russes paraissent avoir retenu les leçons de l'histoire, quand vers 1942, les finlandais et les nazis avaient fermé le Golfe de Finlande en installant des réseaux de barrières militaires. Puis quand les soviétiques créèrent une base navale, après la guerre, à Porkkala, qu'ils exploiteront jusqu'en 1956...

*air-cosmos.com*

## ***Penser la stratégie : pour en finir avec les guerres «mineures »***

« Vaincre des forces nationales dans une bataille conventionnelle n'est pas la tâche du XXI<sup>e</sup> siècle. D'étranges missions visant à annihiler des menaces transnationales ou à reconstruire des États sont à l'ordre du jour, mais nous ne nous y sommes pas encore adaptés. (1) » Ce jugement du général américain Anthony Zinni, positionné à l'échelle du siècle, ne date que de 2004. En 2020 pourtant, bien des analystes le jugent déjà périmé.

Ce qui est désormais redouté (à raison) par les planificateurs militaires et les analystes politiques est bien le conflit armé entre acteurs militairement majeurs des relations internationales. C'est-à-dire entre États dotés de moyens offensifs et défensifs appartenant au haut du spectre capacitaire (armées de terre plus robustes dotées de moyens de frappe à distance, aviation de combat de 4<sup>e</sup> ou de 5<sup>e</sup> génération, forces navales sous-marines et de haute mer, missiles à longue portée sol-sol, mer-sol et sol-air, armes hypersoniques, moyens spatiaux autonomes).

Dans ce contexte, un spectre familier semble donc revenir hanter les relations internationales. La guerre, manifestation paroxystique de power politics longtemps considérées comme révolues, serait « de retour », selon une expression devenue omniprésente dans le débat public. Ce terme de guerre ne désignerait plus les nouvelles conflictualités décrites durant la période 2001-2014 sous la forme d'opérations dites « irrégulières » ou de basse intensité. L'affrontement des « États-puissances », qu'ils soient de rang mondial ou régional, les remplacerait. Et leurs collisions violentes pourraient se dérouler sous la forme d'engagements conventionnels de haute intensité, au-dessous ou à proximité de la voûte nucléaire.

Tout cela est-il foncièrement inédit ? Il peut être trompeur de réserver l'emploi du qualificatif « majeur » à l'éclatement de « nouveaux » conflits entre acteurs étatiques, en se focalisant sur l'amplitude des chocs



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2021

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 29

opératifs qui les caractériseraient (notion de « guerre de haute intensité »). L'actualité internationale suggère de ce point de vue qu'un découplage simultané est en réalité à l'œuvre. D'une part, l'extension des guerres majeures comportant des séquences opérationnelles de haute intensité entre puissances étatiques mondiales ou régionales – c'est-à-dire des guerres « classiques », attritionnelles et réputées coûteuses en termes de munitions consommées, de morts et d'usure des matériels – redevient effectivement probable.

Dans le même temps, on constate (au Sahel, en Afghanistan, en Libye, au Yémen) que l'extinction des guerres « mineures », hier encore réputées « nouvelles », « asymétriques » ou « limitées », paraît au contraire improbable. Ces « petites guerres » qui se prolongent engendrent des coûts exponentiels sur la durée : si elles se font à bas bruit, elles ne se défont pas à bas coût. Une probabilité renouvelée de déclenchement de guerres majeures accompagne ainsi une improbabilité prolongée de terminaison de guerres dites mineures, c'est-à-dire de la forme de conflit ayant retenu l'attention des spécialistes des relations internationales au cours de la période 1990-2010.

C'est précisément ce phénomène de découplage, que l'on pourrait définir comme une stagflation stratégique, qui met en évidence la faille de la doxa stratégique post-11 Septembre. La vision du général Zinni, rappelée plus haut, résume bien cette dernière : elle consistait à subordonner toute réflexion militaire prospective à une évolution linéaire fondée sur la « fin des guerres majeures ». Or, le temps s'écoulant sans départager de manière probante les parties impliquées, il faut bien constater que certaines guerres dites « limitées » dans leurs objectifs deviennent des opérations illimitées temporellement, avec des coûts budgétaires inflationnistes, lorsqu'elles sont prolongées sans objectif politique réaliste. Sous cet angle, ne serait-il pas justifié de les considérer comme « majeures » ? Labellisées comme opérations de « basse » ou de « moyenne » intensité en raison d'une dissymétrie importante des moyens militaires mis en œuvre par les adversaires en présence, elles connaissent en réalité des épisodes de haute intensité de plus en plus fréquents, y compris contre des organisations subétatiques. Ces dernières finissent, au fil du temps, par tirer avantage d'une prolifération technologique grandissante pour utiliser des matériels et des modes d'action dignes de puissances classiques, augmentant leur capacité de résistance et leur pouvoir de destruction sur un mode hybride.

Coûts budgétaires inflationnistes, coûts humains catastrophiques : il est temps de reconnaître que bien des guerres considérées depuis 1991 comme « mineures » n'étaient en réalité, à bien des égards, que des guerres majeures qui n'avaient pas été reconnues comme telles. La raison principale de cette erreur renvoie à la dichotomie discutable établie par certains théoriciens entre « anciens » et « nouveaux » conflits. Ces auteurs avaient pris soin – souvent a posteriori – de préciser que les « nouvelles guerres » ne constituaient pas une catégorie empirique, mais une manière, écrivaient-ils, « [...] d'élucider la logique des guerres contemporaines (2) ». Il est pourtant possible d'admettre, au vu du déroulement de l'ensemble des conflits armés post-guerre froide, que cette opposition téléologique a surtout abouti à masquer la nature fonctionnellement unitaire de la majorité des conflits armés contemporains, quelle que soit la forme particulière que pouvaient prendre ces derniers. Les erreurs d'analyse dérivées de ces fausses dichotomies seront encore payées longtemps. Les États ne sont pas « en retraite » : ils n'ont en réalité jamais quitté la scène stratégique et ses conflits, qu'ils s'y impliquent directement ou indirectement. L'intérêt national, la puissance (qui ne doit pas être confondue avec la force) ne sont pas des concepts vides. En matière stratégique, c'est-à-dire en termes de dialectique des intelligences et des volontés utilisant la force pour régler leur conflit, il n'y a pas, il n'y a jamais eu de guerres « mineures ». Un mort est un mort. Et il faut sans doute réapprendre que la politique ne se divise pas.

## **Notes**

- (1) Antony Zinni et al., *Battle Ready*, Putnam, New York, 2004, p. 424.
- (2) Mary Kaldor « In Defense of New Wars », *Stability*, vol. 2, no 1, 2013, p. 1.  
*areion24.news*